

# Production et reproduction du militantisme de gauche au sein d'un syndicat étudiant dans la dernière décennie de Ben Ali

Moutaa Amine El Waer



Etudiant en 2<sup>ème</sup> année de doctorat en sociologie à l'Université de Montréal.

moutaa.amine.el-waer@umontreal.ca

commitment in a student union during the last decade of Ben Ali. Based on a qualitative survey, combining self-ethnographic data and life stories, I studied the "political space of substitution" that UGET was under the authoritarian regime, the reproduction within it of a left-wing militancy as well as the militant trajectories of its members.

\*\*\*

تركز أطروحة الماجستير التي مناقشتها سنة 2017 في جامعة باريس دوفين تحت إشراف شكري حمد، على دراسة الانخراط في اتحاد طلابي خلال العشرية الأخيرة من حكم بن علي. بالاعتماد على نظام مسح نوعي، يجمع بين بيانات الإثنوغرافيا الذاتية و السيرة الحياتية، درست هذا « الفضاء السياسي البديل » الذي كان جسده الإتحاد العام لطلبة تونس في ظل النظام التسلسلي ودوره في إعادة إنتاج النضال اليساري بالإضافة إلى المسارات النضالية لأعضائه.

\*\*\*

Depuis le déclenchement du premier épisode révolutionnaire en Tunisie, le 17 décembre 2010, à Sidi Bouzid, la Tunisie est devenue un « terrain convoité » (Chabrol, 2008) pour les sciences sociales. Ainsi, nous avons vu se multiplier par centaines (si ce n'est plus) le nombre de recherches traitant d'acteurs collectifs et de groupes sociaux tunisiens divers. Pourtant, cette nouvelle littérature foisonnante n'a porté que très peu d'intérêt au militantisme estudiantin.

Ayant fait partie du mouvement étudiant tunisien pendant plusieurs années (2003-2009), il m'a semblé pertinent d'analyser <sup>1</sup> le vécu de celles/ceux qui ont participé à la militance estudiantine à la veille de la révolution. Un devoir de mémoire personnel et collectif s'imposait puisque l'effacement de l'histoire d'un groupe de plusieurs milliers d'individus qui ont activement participé, avec d'autres, à faire la Tunisie révolutionnaire est de l'ordre de l'épistémicide (De Sousa Santos, 2016). Mais au-delà de la participation à l'écriture de l'histoire collective de la révolution tunisienne, comprendre le déroulement des situations révolutionnaires tunisiennes (Hmed, 2016) ne peut se passer de l'étude du militantisme étudiant avant 2010. En effet, l'Université était un des rares lieux publics en Tunisie où la critique sociale pouvait encore exister en plein jour.

L'Union générale des étudiants de Tunisie, fondée en 1952 (Ayachi, 2003 ; Ben Chaabane, 2019), est ici le terrain d'étude. Organisation universitaire historique en Tunisie, elle était le seul syndicat étudiant jusqu'à l'instauration du pluralisme syndical à partir de 2011 (El Waer, 2017). L'UGET, d'obédience gauchiste, était le principal lieu de conflictualité politique à l'Université et faisait partie des quelques rares organisations relativement indépendantes du pouvoir politique.

Mon mémoire de master, soutenu en 2017 à l'Université Paris-Dauphine sous la direction de Choukri Hmed, porte sur l'étude de l'engagement au sein d'un syndicat étudiant durant la dernière décennie de Ben Ali. M'appuyant sur un dispositif d'enquêtes qualitatives, combinant données auto-ethnographiques et récits de vie, j'ai étudié cet « espace politique de substitution » qu'était l'UGET - l'Union générale des étudiants de Tunisie - sous le régime autoritaire, la reproduction en son sein d'un militantisme de gauche, ainsi que les trajectoires militantes de ses membres.

\*\*\*

My master's thesis, defended in 2017 at the University of Paris-Dauphine under the direction of Choukri Hmed, was a study of the

1. Ce papier présente quelques éléments de mon mémoire de master en sociologie politique soutenu à l'Université Paris Dauphine sous la direction de Choukri Hmed (El Waer, 2017).

C'est mon expérience personnelle au sein de l'UGET qui m'a encouragé à étudier le rôle de cette organisation dans la formation politique des militant-e-s durant la période autoritaire, puisqu'elle est restée un passage quasi-obligatoire dans l'itinéraire de la militance gauchiste jusqu'à 2011. Ce mémoire ambitionne de déterminer les conditions historiques, politiques et sociales de production et de reproduction d'un militantisme de gauche dans le contexte autoritaire particulier qu'a connu la Tunisie durant 55 ans, et plus spécifiquement, lors de la dernière décennie du régime de Ben Ali. Ce papier n'exposera pas les résultats<sup>2</sup> de cette recherche, mais présentera une description sommaire de la méthodologie et de quelques enjeux spécifiques rencontrés lors de la construction de cet objet de recherche.

La démarche démonstrative adoptée a suivi la logique temporelle et matérielle de l'engagement des ugetistes (militant-e-s de l'UGET), c'est-à-dire le pré-engagement, l'engagement, la sortie et l'après-UGET. Il fallait donc s'interroger, dans un premier temps, sur le contexte sociopolitique de la fondation de l'UGET et de ses transformations ultérieures, son organisation et l'historicité de son rôle dans l'« espace protestataire multi-organisationnel » (Camau, Geisser, 2003). De ce fait, il a été question de rendre compte de l'espace social dans lequel s'est déroulée la production du militantisme de gauche analysée par la suite. Le processus d'engagement au sein de l'UGET, quant à lui, est abordé d'une

manière particulièrement attentive à ses conditions de possibilité. Ce dernier explique également de quelle manière se produisait la transmission de cette militance par le biais des groupes de gauche actifs à l'université. Enfin, la sortie de l'UGET, moment compliqué dans la vie des militant-e-s, comparé à ce que devrait être la fin d'un militantisme délimité dans le temps par les années de scolarité, a été également analysée. Les coûts de cet engagement et la répression subie y sont pour beaucoup. Ce travail a aussi analysé quelques conséquences biographiques de l'engagement gauchiste à l'université durant la dernière décennie de Ben Ali. Cette approche processuelle (Fillieule, 2001) permet de mettre en lien la dimension macro-sociale du contexte sociopolitique général, la dimension méso-sociale de l'organisation et son rôle avec le niveau d'analyse microsocial tourné vers les carrières militantes.

Cette recherche s'est basée sur une méthodologie mixte qui confronte les données auto-ethnographiques (Ellis, 2004) issues de ma propre expérience avec quarante-sept récits de vie. L'intérêt de ce protocole résidait dans la

possibilité d'utiliser mon expérience personnelle pour produire des hypothèses de recherche à vérifier en se basant sur d'autres matériaux et des interprétations d'événements ou de situations à confronter systématiquement avec des acteurs qui les ont vécues. Les profils choisis étaient majoritairement des étudiant-e-s (33 hommes ; 14 femmes) ayant occupé des positions variées au sein de l'UGET (base, intermédiaire, *leader*) et milité dans les années 2000 dans des établissements universitaires de plusieurs régions du pays. La contextualisation plus générale du propos a été opérée à l'aide d'une recherche documentaire dans les archives de l'UGET, grâce à une autorisation spéciale de sa direction, puisqu'elles ne sont pas encore publiques. Cet accès privilégié aux archives de l'organisation et la facilité à trouver des participant-e-s aux entretiens s'expliquaient par mon statut d'*insider* dans cet espace. Cependant, cette position exigeait, de fait, un travail de réflexivité pour m'éviter l'emprisonnement dans un regard complaisant. Ainsi, plusieurs ficelles ayant trait au contrôle de la relation entre l'enquêteur et les enquêté-e-s, ont été mises en œuvre dans cet objectif. Par exemple, lors

### Assemblée générale le jour de l'ouverture



© Moutaa Amine El Waer

2. Deux articles paraîtront prochainement, dans lesquels les résultats du mémoire seront développés.

des entretiens, j'ai tenu à inclure dans les questions des sujets en lien direct avec mon objet, dont j'avais la certitude que mon interlocuteur ne partageait pas avec moi l'interprétation. S'enchaînait alors une discussion contradictoire entre nous. Je parlais certes, beaucoup moins que l'interviewé-e et je tenais à ce que les discussions n'occupent qu'une partie minimale de l'entretien, mais ceci rompait partiellement la complicité entre nous et rendait visible la multiplicité des récits et des lectures possibles d'un même événement.

Pour analyser les données construites, je me suis tourné vers les rares références qui se sont intéressées au militantisme étudiant en Tunisie et qui ont proposé deux notions proches, utiles à cette recherche. La première, « école de cadres », se focalise principalement sur l'apprentissage politique qu'assurait l'UGET. En particulier, dans la formation des cadres pour le parti-État au pouvoir dans les années 1950-1960 (Ayachi, 2003), sans forcément aller plus loin que le constat empirique de la forte présence des ex-leaders de l'UGET à des postes de direction du Parti et de l'État. La deuxième, « espace politique de substitution », d'ambition plus théorique, n'ignore pas ce rôle, mais l'explique par la marge de liberté exceptionnelle laissée par l'autoritarisme à l'Université, qui la transforme en un des rares lieux possibles d'acquisition des compétences politiques. De plus, cette notion permet de souligner la relation clientélaire entre ce syndicat et le parti-État (Camau, Geisser, 2003). Sauf que l'usage de ces deux notions a été limité par leurs auteurs à la fin des années 1960. Si les raisons de cette restriction ne sont pas explicitées par Mokhtar Ayachi, Michel Camau et Vincent Geisser arguent, pour

leur part, que la notion d'« espace politique de substitution » perd de sa pertinence à partir de 1971. Selon eux, il s'agit, premièrement d'une perte de la position privilégiée de l'Université, devenue un secteur social parmi d'autres. Deuxièmement, le *leadership* politique n'est plus une porte d'entrée convoitée pour intégrer les élites au pouvoir. Enfin, l'Université a été, selon les auteurs, « entièrement pacifiée », même si la contestation étudiante n'a pas complètement disparu. Ce travail a essayé de nuancer cette limitation en montrant qu'elle peut s'effacer sans que les deux notions ne perdent de leur potentiel explicatif. Ainsi, l'UGET est restée, jusqu'à la veille de la première situation révolutionnaire de l'hiver 2010-2011, une « école » pour former les cadres politiques, non pas au pouvoir en place, mais à son opposition de gauche. L'Université a continué à jouer le rôle d'« espace politique de substitution » et la place que prenaient les enjeux purement politiques dans son enceinte n'ont pas été moins prononcés ni celle des enjeux socio-économiques plus marquants dans les années 2000 que dans les années 1960. Le rôle de l'Université et sa connivence avec le pouvoir ont, certes, été mis à mal, mais ce mémoire a essayé de montrer que ceci n'en faisait pas moins d'elle un « espace politique de substitution ».

## Bibliographie

AYACHI Mokhtar, 2003, *Histoire d'une école de cadres : l'Union Générale des Etudiants de la Tunisie au cours des années 50/60*, Tunis, Institut Supérieur de l'Histoire du Mouvement National.

- BEN CHAABANE Abderrahmen, 2019, *L'Union générale des étudiants de Tunisie 1952-1957*, Tunis, Nirvana.
- CAMAU Michel, GEISSER Vincent, 2003, *Le syndrome autoritaire : politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po.
- CHABROL Fanny, 2008, « Enquêter en milieu convoité. Les terrains surinvestis de l'anthropologie », in A. Bensa, D. Fassin (dir.), *Les politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, 229-244.
- EL WAER Moutaa Amine, 2017, *Production et reproduction d'un militantisme de gauche au sein d'un syndicat étudiant dans la dernière décennie de règne de Ben Ali*, maîtrise en science politique, Paris, Université Paris-Dauphine.
- ELLIS Carolyn, 2004, *The Ethnographic I: A Methodological Novel about Autoethnography*, Walnut Creek, Rowman Altamira.
- FILLIEULE Olivier, 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, n° 1, 199-215.
- HMED, Choukri, 2016, « "Le peuple veut la chute du régime" Situations et issues révolutionnaires lors des occupations de la place de la Kasbah à Tunis, 2011 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 211/212, 72-91.
- SOUSA SANTOS (DE) Boaventura, 2016, *Épistémologies du Sud : Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée De Brouwer.